

En accord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient appuyer le fait qu'une loi soit adoptée pour modérer le contenu publié sur les réseaux sociaux.

Protéger les enfants

Un des objectifs visés par les projets de loi comme celui de la loi C-63 est de protéger les personnes mineures des préjudices en ligne et d'éviter qu'elles ne soient exposées à du contenu nuisible. Les mesures actuellement mises en place par la plupart des plateformes sociales s'avèrent souvent insuffisantes. Une réglementation gouvernementale contraignante obligerait ces entreprises à adopter une responsabilité accrue pour garantir un environnement plus sûr.

Créer des espaces sécuritaires

De plus en plus, les interactions sociales se déroulent en ligne, où les communautés virtuelles prennent une place centrale. L'intimidation, la haine ou les menaces en ligne peuvent avoir des conséquences graves dans la vie réelle. En veillant à ce que les plateformes soient exemptes de discours blessants ou préjudiciables, on assure aux utilisateurs des espaces où ils peuvent se sentir protégés et continuer d'échanger librement.

Une mesure conforme à la Charte

La Charte canadienne des droits et libertés permet déjà au gouvernement de limiter la liberté d'expression lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement d'une société libre et démocratique, notamment pour garantir que chacun puisse s'exprimer sans crainte. Une loi imposant la modération de certains contenus préjudiciables sur les réseaux sociaux s'inscrit dans cette logique, au même titre que les lois criminalisant les discours haineux.

Une réglementation différente pour un environnement différent

Le contenu diffusé sur les réseaux sociaux peut atteindre un très grand nombre de personnes, partout dans le monde et ce, en une fraction de seconde. Il est donc logique d'adopter des règles spécifiques pour encadrer le discours en ligne, distinctes de celles appliquées hors ligne. Des règles propres aux réseaux sociaux pourraient notamment ralentir la propagation de contenus dangereux, comme la désinformation médicale, et ainsi limiter leurs effets néfastes.

Un avantage pour les entreprises de réseaux sociaux

Pour générer du profit, les réseaux sociaux doivent attirer des utilisateurs et des investisseurs. Ils doivent donc inspirer la confiance des utilisateurs et garantir leur sécurité. En s'engageant à suivre des lignes directrices gouvernementales visant à protéger leurs utilisateurs, ces entreprises renforcent leur réputation et leur crédibilité auprès du public.

Pour en savoir plus

- [La Presse | Les géants du numérique sommés d'en faire plus](#)
- [Radio-Canada | Quand la haine déferle sur les réseaux sociaux](#)
- [Le Devoir | Brûlés des réseaux sociaux: six personnalités se confient](#)

Le savais-tu?

La modération du contenu sur les réseaux sociaux, que ce soit par des lois gouvernementales, des modérateurs ou les conditions d'utilisation des plateformes elles-mêmes, représente un défi mondial, car chaque pays a ses propres lois, valeurs et limites concernant ce qui est acceptable.